

REPUBLIQUE DU BURUNDI
Projet d'Appui aux Filets Sociaux Productifs et Emplois « Merankabandi II »
Mission d'appui à la mise en œuvre du 31 mars au 18 avril 2025

Aide-mémoire

I. Introduction

1. Une équipe de la Banque mondiale a effectué une mission du 31 mars au 18 avril 2025 dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Filets Sociaux Productifs et Emplois (aussi appelé *Cash for Jobs* ou Merankabandi II)¹. La mission était conduite par Mesdames Mona Luisa Niebuhr (Spécialiste principale en Protection Sociale, Chargée de projet), Jacqueline Manisabwe (Spécialiste principale en Protection Sociale, Co-Chargée de Projet) et Aissata Coulibaly (Economiste, Co-Chargée de projet).
2. Les objectifs principaux de la mission étaient de : (i) appuyer l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) dans l'accélération de la mise en œuvre de toutes les activités du projet; (ii) partager les résultats de l'étude analytique sur l'autonomisation des réfugiés et des communautés hôtes ; et (iii) poursuivre les échanges avec l'ensemble des parties prenantes essentielles pour préparer un potentiel Financement Additionnel (FA) au Projet afin d'étendre l'intégration des réfugiés dans les systèmes nationaux de protection sociale.
3. La mission tient à remercier plus particulièrement Son Excellence Monsieur Nestor Ntahontuye, Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique; Monsieur Martin Niteretse, Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, Honorable Imelde Sabushimike, Ministre de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre (MSNDPHASG); le Secrétaire Permanent du Ministère des Finances, le Secrétaire Exécutif Permanent de la Commission Nationale de la Protection Sociale (SEP-CNPS) ; le Coordonnateur de l'UGP et toute son équipe pour les dispositions qu'ils ont prises afin que la mission puisse se dérouler dans de bonnes conditions. L'équipe de la mission remercie également les partenaires au développement rencontrés, en particulier, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), et la Coopération Suisse.

II. Données clé du Projet

Montant du Projet (en million)	Décaissement total (en million)	Date de clôture	Taux de décaissement
US\$200	US\$ 107	31 décembre 2027	56 %
Evaluation	Note		
	Précédente	Courante	
Progrès vers la réalisation de l'Objectif de Développement du Projet (ODP)	Satisfaisante	Satisfaisante	
Progrès dans la mise en œuvre	Modérément satisfaisant	Modérément satisfaisant	
Performance globale dans le suivi-évaluation	Modérément satisfaisant	Modérément satisfaisant	
Performance globale gestion financière	Modérément satisfaisant	Modérément satisfaisant	
Performance globale passation des marchés	Modérément satisfaisant	Modérément satisfaisant	
Performance globale aux risques E&S	Modérément satisfaisant	Modérément satisfaisant	

III. État d'avancement de la mise en œuvre des activités du Projet

4. **La mission a été satisfaite par les efforts déployés par l'UGP pour assurer l'extension des activités dans toutes les 18 provinces du pays.** La mission a aussi mené des discussions stratégiques et techniques avec les partenaires au développement sur le renforcement du secteur de la protection sociale et l'intégration des réfugiés et des communautés hôtes dans les services sociaux consécutivement à l'afflux massif de réfugiés enregistrés depuis janvier 2025 en provenance de la République Démocratique du Congo (RDC).
5. **Les points clés de la mission sont les suivants :**

¹ La liste des membres de la mission est en annexe V.

- i. **Le déploiement du Projet dans l'ensemble des collines grâce à :** (i) l'Assistance Directe à la Mise en Œuvre fournie par la Banque mondiale, pour accélérer les processus de passation des marchés ; et (ii) l'utilisation d'un cabinet de recrutement du personnel qui a permis de doter l'UGP d'une équipe opérationnelle dans toutes les collines du projet dans les meilleurs délais.
 - ii. **La migration réussie du système de gestion et d'information (SIG) de base vers le Core-Management and Information System (MIS), qui est un système open source** qui permet une meilleure accessibilité aux données, une validation en temps réel des données et un meilleur suivi des plaintes.
 - iii. **La revue à mi-parcours qui aura lieu le mois de novembre 2025.** Ce sera également l'occasion de poursuivre le dialogue sur l'intégration progressive de l'UGP au sein du ministère des affaires sociales en faisant du programme Merankabandi un programme national de protection sociale à travers une gestion axée sur les résultats.
 - iv. **L'appui à l'intégration des réfugiés et des communautés d'accueil dans les systèmes de protection sociale :** après avoir répondu à l'insécurité alimentaire, puis aux conséquences de la crise El Nino, le Projet prépare un FA d'urgence afin d'appuyer le gouvernement dans ses efforts d'intégrer les réfugiés et les communautés hôtes dans les systèmes nationaux de protection sociale. L'approbation de ce FA est prévue pour la fin du mois de juin 2025.
 - v. **Enfin, l'équipe de la mission a discuté les recommandations issues de l'étude analytique sur l'autonomisation des réfugiés et des communautés d'accueil :** ce travail a permis d'évaluer les défis et les opportunités pour soutenir l'autonomisation économique des réfugiés afin de réduire leur dépendance à l'assistance humanitaire. Les propositions issues de cette étude sont liées à l'intégration des réfugiés dans les communautés d'accueil et la garantie de la liberté de mouvement des réfugiés pour limiter la dépendance à l'assistance humanitaire. Plus de détails sont fournis en annexe III.
6. Les principales conclusions ainsi que les recommandations issues de la mission sont résumées ci-dessous par composante avec un plan d'action détaillé en annexe I.

Composante 1 : Etendre les filets sociaux au territoire national

Sous-Composante 1.1 : Transferts monétaires pour la réponse aux crises éligibles

7. Cette composante vise à apporter un soutien sous forme de transferts monétaires aux ménages affectés par les crises de diverses nature jugées éligibles par le Projet. Une première cohorte de 10 000 ménages a déjà reçu des transferts en juin 2024, et le Projet prévoit d'appuyer une deuxième cohorte d'environ 33 000 bénéficiaires dans les provinces de Kirundo et Muyinga, à la suite des catastrophes naturelles dues au phénomène El Nino en avril 2024. La mission a convenu de rajouter les ménages frappés par les inondations à Gatumba et qui ont été relocalisés vers la province de Cibitoke. Le ciblage sera universel pour les zones ciblées et le projet a effectué la collecte sans recourir à un prestataire externe ce qui lui permet de renforcer le système national de réponse aux chocs.

8. Au terme de la collecte des données, les principaux défis enregistrés sont notamment : (i) la variation importante du nombre de ménages par collines contrairement aux prévisions ; (ii) le manque de Carte Nationale d'Identité ; (iii) les tentatives de fraude avec des ménages venues des zones non bénéficiaires de l'intervention ; (iv) la difficulté de coordination avec d'autres intervenants ; et (v) les coupures prolongées d'électricité et le faible débit et accès au réseau internet pour la collecte.

9. Pour pallier tous ces défis, la mission a recommandé de renforcer la coordination et la communication à travers l'extension du contrat du prestataire de service qui a appuyé la première cohorte, la résolution des cas de plainte avant de procéder aux paiements, la coordination avec les autres partenaires pour exclure les ménages qui bénéficient déjà d'un appui similaire et d'utiliser les données récentes pour établir des bases de calcul du nombre de ménages. L'UGP prévoit de débiter les paiements pour cette nouvelle cohorte au cours du mois de juin 2025.

Sous-Composante 1.2 : Transferts monétaires

10. Cette composante vise l'extension des transferts monétaires à tout le territoire national. La mission a noté les progrès réalisés dans la mise en œuvre de cette composante avec le paiement des transferts couvrant maintenant l'ensemble des 18 provinces.

11. Les principaux défis restent : (i) la phase d'attribution des numéros et des cartes SIM qui prend énormément de temps du fait des complications dans le travail avec les agences Telecom ; (ii) des modes opératoires

différents et plus lents selon l'agence de paiement et le manque de liquidité pour les paiements ; et (iii) le manque de carburant et de connectivité qui ralentit les paiements.

12. Il a été recommandé de continuer la coordination avec les agences de paiement et d'impliquer l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT) afin de s'assurer que les calendriers de paiement soient respectés avec des fonds suffisants sur la base des plans opérationnels. Il a également été convenu d'effectuer le transfert de graduation prévu dans le premier FA pour compenser les effets de l'inflation pour tous les bénéficiaires. Un autre facteur ralentissant les transferts monétaires concerne le changement du guichet gérant les demandes de paiements par la Banque de la République du Burundi (BRB) qui pour le moment prennent plus d'une semaine. La mission a recommandé à l'UGP de porter cette question au ministère des Finances pour explorer des alternatives dans la mise en œuvre du Projet.

Sous-Composante 1.3 : Changement de comportement pour les investissements dans le capital humain

13. Les activités de cette sous-composante sur les Mesures d'Accompagnement pour le Capital Humain (MACH) avancent de façon satisfaisante dans les quatre provinces de la vague I (Karuzi, Kirundo, Gitega et Ruyigi) sous l'appui des organisations non-gouvernementales (ONGs).

14. Pour les 14 autres provinces qui constituent les vagues II, III et IV, le recrutement des ONGs qui vont appuyer l'UGP dans la mise en œuvre des activités MACH et des mesures d'inclusion productive (MIP) est à la phase de signature des contrats. Ces ONGs sont attendues de démarrer en mai 2025. Néanmoins, la mission a apprécié que l'UGP ait déjà commencé l'accompagnement des bénéficiaires avec son équipe de terrain.

Composante 2 : Inclusion productive et accès aux emplois

15. Les contrats des ONGs en charge des MACH de la vague I ont été amendés pour intégrer le suivi des bénéficiaires sur les MIP. La mission s'est réjouie que les bénéficiaires de la vague I ont déjà élaboré leurs plans d'affaires et sont entrain de percevoir les subventions productives. Pour des fins d'évaluation d'impact, la mission a recommandé d'opérer des transferts d'inclusion productive à des moments différenciés (milieu et fin des transferts monétaires) afin de renseigner les résultats au niveau de l'impact généré en fonction de la période de ces transferts.

Composante 3 : Développement des systèmes de mise en œuvre de la protection sociale

Sous-Composante 3.1 : Mise à l'échelle des mécanismes de prestation de base d'un système de filets sociaux de base

16. Le succès de la migration du système d'information de gestion (SIG) vers la solution Core-MIS, conçue spécifiquement pour les programmes de protection sociale a été salué. Ce processus a été marqué par l'importation des données des bénéficiaires à partir de l'ancien SIG, et l'intégration des systèmes informatiques des agences de paiement pour l'automatisation des opérations de transferts monétaires. La formation des utilisateurs a déjà démarré et va s'étendre aux cadres du SEP-CNPS qui pilote déjà l'opérationnalisation du Registre Social Unique (RSU).

17. Les prochaines étapes incluent la finalisation du processus de recrutement de l'équipe technique constitué par : (i) un(e) gestionnaire de base de données ; (ii) un(e) spécialiste en développement de système d'information ; et (iii) un(e) statisticien(ne). Ces personnes appuieront également la mise en œuvre du registre social unique (RSU) et travailleront en étroite collaboration avec le cabinet de développement du RSU en cours de recrutement.

Sous-Composante 3.2 : Développement d'un registre social unique

18. Des aspects juridiques, opérationnels, et techniques pour la mise en place du RSU ont été discutés. D'un point de vue juridique, il n'y a pas eu d'avancée concernant le décret pour l'institutionnalisation du RSU qui est toujours en cours d'approbation au niveau du gouvernement. Au niveau opérationnel, la mission a apprécié la mise en place d'un groupe de travail technique sur le RSU et la validation des termes de référence qui spécifient sa composition, sa mission et son fonctionnement. D'un point de vue technique, le recrutement du cabinet pour la mise en place du système du RSU est en cours.

Composante 4 : Appui à l'intégration des réfugiés et communautés hôtes

19. L'équipe de la mission a été satisfaite de l'état de mise en œuvre des activités d'intégration des réfugiés dans les systèmes de protection sociale exécutées par le PAM en collaboration avec le HCR et l'ONPRA. Au niveau opérationnel, les transferts monétaires et les activités MACH ont démarré dans tous les 5 camps de réfugiés. Pour les activités MIP, la mission a validé : (i) l'étude de base qui a relevé les données sur le profil socio-économique des ménages réfugiés appuyés par le Projet ; et (ii) l'évaluation des moyens de subsistance porteurs au niveau des camps et dans la zone autour.

20. Le PAM a organisé une Revue Après Action (RAA) pour relever les leçons apprises et a relevé les recommandations ci-après : (i) une actualisation de la base de données des ménages réfugiés ; (ii) l'usage du Swahili comme une langue principale pour collecter des informations complètes et éviter des erreurs dues aux barrières linguistiques ; et (iii) le renforcement de la coordination en organisant des réunions conjointes de planification et de mise en œuvre des activités avec l'UGP, ainsi que l'engagement des parties prenantes dans les mécanismes de gestion des plaintes. Il a été en outre proposé de renforcer l'intégration des réfugiés et des communautés hôtes à travers des séances d'accompagnement conjointes qui faciliteront entre autres la cohésion sociale et la complémentarité au niveau des activités économiques.

21. Enfin, Il a été apprécié l'appui de l'ONPRA à toutes les étapes de mise en œuvre des activités et a validé le plan d'appui institutionnel qui permettra de faciliter le suivi des activités, le renforcement des capacités sur des thématiques de protection sociale et le renforcement du cadre réglementaire pour l'autonomisation économique des réfugiés et des communautés hôtes.

Composante 5. Gestion du Projet

Sous-composante 5.1 : Appui à la nouvelle stratégie de protection sociale et coordination du secteur de la protection sociale

22. Dans le cadre de son appui au secteur de la protection sociale, la mission a validé la proposition du mémorandum d'entente entre l'UGP et le SEP-CNPS qui sera intégré dans celui avec le Ministère de tutelle. La signature est prévue pour juin 2025.

Sous-composante 5.2 : Suivi, évaluation et renforcement des capacités

23. Il a été noté des progrès dans le renforcement du système de suivi évaluation notamment avec : (i) la digitalisation des fiches de suivi qui ont été intégrés dans l'outil Kobo Collect ; (ii) l'intégration du module de suivi évaluation dans le SIG avec l'élaboration des tableaux de bord pour la visualisation des résultats clés ; et (iii) la formation des opérateurs de terrain (OT) sur Kobo Collect et le questionnaire pour le RSU.

24. L'équipe du Projet a également exprimé le souhait de réaliser : (i) une enquête de perception/satisfaction auprès des bénéficiaires du projet pour le mois de juillet 2025 ; et (ii) la finalisation des études pour la revue à mi-parcours évaluation des processus clés de mise en œuvre du projet pour le mois d'octobre 2025.

Sous-composante 5.3 : Mise en œuvre du projet

25. La mission a noté que la majorité des postes au siège et sur le terrain qui sont pourvues. Le Projet doit finaliser le remplacement des responsables provinciaux (RP) et des OT qui se sont désistés au moment de la signature du contrat ou qui ont été sélectionnés pour d'autres postions à l'interne au Projet. La mission a validé la proposition de l'UGP de considérer les résultats du précédent recrutement et de prioriser les meilleurs candidats dans l'ordre de classement.

26. Une discussion sur la stratégie de communication a été menée afin de mieux aligner les messages des différents partenaires sur le terrain et surtout pour donner des messages clairs sur les objectifs du Projet pendant cette période électorale dont la campagne démarre en mi-mai.

Composante 6. Composante d'intervention d'urgence (CERC)

27. Depuis 2023, cette composante a déployé une réponse d'urgence pour répondre aux effets de la crise alimentaire par le biais de transferts monétaires via le PAM et de distribution d'intrants agricoles via la FAO. Les activités prévues tirent à leur fin et la mission a recommandé au PAM de finaliser le processus d'évaluation

des résultats et de rapportage dans les délais impartis, et à la FAO d'accélérer le processus d'acquisition et de distribution du dernier paquet d'intervention afin d'éviter tout retard de mise en œuvre et le rapportage final.

IV. Gestion Administrative et Financière

28. La notation du risque demeure **substantielle** et la performance en gestion financière et comptable du Projet est maintenue à « **modérément satisfaisante** ». La mission a revu l'état de mise en œuvre des recommandations de la dernière revue de la gestion financière et les recommandations de l'audit externe soumis en décembre 2024. Concernant l'audit, l'auditeur externe sur la période 2023-2024 a refusé d'émettre son opinion par rapport aux montants avancés à la FAO et au PAM représentant 80% des dépenses de l'exercice pour lesquels les justifications ont été jugées insatisfaisantes. Nous rappelons que les contrats du FAO et du PAM stipulent que la coordination accepte de se référer à leurs rapports d'audit unique. Cependant, la coordination peut se rapprocher du PAM et de la FAO pour en avoir une copie. Il convient d'en tenir compte dans les Termes de Références des prochains contrats des audits externes. La mission recommande l'amélioration dans la mise en œuvre des recommandations de l'auditeur externe car cinq mois après ce rapport, 90% des recommandations ne sont pas encore effectuées. De plus, la mission rappelle que le Projet a deux financements avec des bénéficiaires spécifiques pour chacun des financements. Il convient d'enregistrer les dépenses de chacun des bénéficiaires sur le financement correspondant.

V. Passation des Marchés du Projet

29. La performance du système de passation des marchés est jugée « **Modérément satisfaisante** » et le risque de Passation des marchés reste « **Substantiel** ». La mission se réjouit des progrès significatifs réalisés par l'UGP depuis la dernière mission de supervision, notamment grâce à l'Assistance Directe à la Mise en Œuvre fournie par l'équipe de la passation des marchés de la Banque mondiale à travers le (Hands-on Expanded Implementation Support, HEIS en anglais). La durée des processus d'évaluation ainsi que la qualité des rapports d'évaluation se sont considérablement améliorées. La mission encourage l'UGP à capitaliser les acquis de l'appui HEIS et surtout à respecter les délais prévus dans les feuilles de route du processus de passation des marchés. A la date de la mission, il a été constaté que la plupart des principaux contrats étaient signés et sont en cours d'exécution. Pour les autres grands contrats restants et plus particulièrement ceux des ONGS pour la mise en œuvre des MACH et des MIP dans les 14 provinces participantes, le processus de passation des marchés est très avancé et les contrats devraient être signés pour le mois de mai 2025. Toutefois, la gestion des contrats reste un défi majeur. Par conséquent, la mission recommande à l'UGP de renforcer son système de gestion des contrats sous tous ses aspects, y compris : (i) l'affectation d'un gestionnaire de contrat dédié pour chaque contrat ;(ii) la mise en place d'un plan de gestion des contrats ; et (iii) d'un mécanisme de suivi pour chaque contrat.

30. Pour le FA, le projet devra préparer un plan de passation des marchés (PPM) et une Stratégie de Passation des Marchés du Projet pour le Développement (PPSD) pour les premiers 18 mois.

VI. Normes Environnementales et Sociales (NES)

31. La performance globale (E&S) des activités du projet reste « **Modérément satisfaisante** ». La mission note les efforts de l'UGP notamment, la collecte des batteries usées et des téléphones défectueux, le respect de la distanciation physique durant les paiements, l'évolution du processus de digitalisation du mécanisme de gestion des plaintes, ainsi que la cartographie des services de violence basée sur le genre (VBG). Cependant, les rapports sont transmis tardivement, l'aspect genre n'est pas bien reporté ainsi que la documentation de la mobilisation et l'engagement des parties prenantes. La mission recommande entre autres : (i) de renforcer la documentation et la communication sur les activités d'inclusion des populations autochtones et autres catégories vulnérables dans le projet, ainsi que la mobilisation des parties prenantes ; (iii) de renforcer les comités collinaires sur la gestion spécifique des cas et incidents de VBG et d'Exploitations et Abus Sexuels et Harcèlements sexuels (EAS/HS), et d'élaborer un circuit de référencement des survivantes sur la base de la cartographie des services de VBG. La mission a encouragé l'UGP à intégrer dans son rapportage toutes les plaintes enregistrées par les différentes agences d'exécution des différentes composantes et le niveau de résolution. Plus de détails sont fournis en annexe IV.

VII. Prochaines étapes

32. L'équipe de la Banque mondiale a annoncé que la revue à mi-parcours initialement prévue pour mai 2025 sera décalée pour le mois novembre 2025 afin de prioriser la préparation du FA.

33. La mission de préparation du financement additionnel est actuellement en cours et se clôturera le **16 mai 2025**.

Pour la Banque mondiale

Mona Luisa Niebuhr

Mona Luisa Niebuhr

Chargée de Projet

Pour le Projet

MICHEL NYABENDA

Michel Nyabenda

Coordonnateur

VIII. Liste des annexes :

1. Prochaines étapes
2. Cadre de résultats
3. Travail analytique sur l'autonomisation économique des personnes déplacées de force et leur communauté hôte
4. Normes environnementales et sociales
5. Liste des personnes rencontrées

ANNEXE I - Prochaines étapes

#	Actions	Responsable	Echéance
Gestion par composante			
1	Transferts monétaires monétaire d'urgence (1.1)		
1.1	Collecte des données	UGP (RIRIU, RTM)	Avril 2025 (Effectué)
1.2	Paiement des transferts monétaires (deuxième cohorte)	UGP (RIRIU, RTM)	Juin 2025
2	Transferts monétaires monétaire ordinaires (1.2)		
2.1	Finalisation la régularisation des bénéficiaires non encore payés	UGP(RTM)	Juin 2025
2.2	Tester le retrait libre sur base de la cartographie des agents payeurs	UGP (RTM)	Aout 2025
3	Mesures d'accompagnement capital humain (1.3) et inclusion productive (2.1)		
3.1	Finaliser le recrutement des ONGs pour les 14 provinces	UGP (RPM)	Mai 2025
3.2	Evaluation finale des MACH vague 1	UGP(RMACH)	Aout 2025
3.3	Début des MACH des vagues 2, 3 et 4	UGP(RMACH)	Juin 2025
3.4	Terminer la préparation des plans d'affaire vague 1	UGP(RMIP)	Mai 2025
3.5	Finaliser le paiement des subventions d'investissement productifs vague 1	UGP (RMIP/ RTM)	Juin 2025
4	Réfugiés et communautés d'accueil (4)		
4.1	Signature du Mémoire d'appui institutionnel entre PAM et ONPRA	PAM/ONPRA/UGP	Mai 2025
4.2	Début des activités mixtes entre réfugiés et communautés hôtes	UGP/PAM/ONPRA	Juillet 2025
5	Appui à la nouvelle stratégie de protection sociale et coordination du secteur de la protection sociale		
5.1	Adopter la convention d'appui institutionnel au ministère de tutelle incluant le SEP-CNPS	UGP /BM	30 Juin 2025
5.2	Adopter le manuel des procédures de la gestion des financements relatifs à l'appui institutionnel	UGP /BM	30 juin 2025
6.	Composante CERC		
6.1	Validation du rapport final du PAM	UGP/PAM	Juillet 2025
6.2	Validation du rapport final de la FAO	UGP/FAO	Octobre 2025
Gestion transversale			
7	Ressources humaines		
7.1	Mise à jour du plan de formation du personnel	UGP (RA)	Juin 2025
7.2	Retraite du personnel de l'UGP	UGP	Juillet 2025
7.3	Evaluation annuelle du personnel	UGP (RA)	Juin 2025
7.4	Extension des contrats des stagiaires existants pour un délai additionnel de 6 mois	UGP (RA)	Mai 2025

#	Actions	Responsable	Echéance
7.5	Recrutement de la deuxième cohorte de stagiaires	UGP (RA)	Septembre 2025
7.6	Signature et finalisation des contrats des RP et OT pour pourvoir à toutes les positions encore ouvertes	UGP (RPM)	Mai 2025
7.7	Finalisation du recrutement de l'assistant en communication	UGP(RPM/RCOM))	Mai 2025
7.8	Finalisation des recrutements pour le MIS/RSU	UGP(RPM/RSI)	Septembre 2025
8	Normes environnementales et sociales :		
8.1	Finalisation de l'intégration du MGP dans le MIS	UGP (RNES)	Juin 2025
8.2	Renforcer la communication de l'intégration des Batwa dans les activités du projet	UGP (RNES)	Immédiat
8.3	Finaliser la signature du code de conduite pour l'ensemble du personnel	UGP (RNES)	Mai 2025
9	Gestion fiduciaire		
9.1	Faire adopter le PTBA 2025-2026	UGP (RAF)	Mai 2025
9.2	Accélérer la correction des imputations sur le fond des agences des NU	UGP (RAF)	Mai 2025
9.3	Finaliser le recrutement de l'auditeur externe (exercice 2024-2026)	UGP (RPM)	Septembre 2025
9.4.	Mettre à jour le Manuel des procédures	UGP	Juin 2025
9.5	Adopter le rapport d'audit externe	UGP	30 novembre 2025
10	Communication		
10.1	Harmoniser les messages clés en rapport avec chaque composante/opération	UGP (RCOM)	Juin 2025
10.2	Mettre à jour le plan de communication	UGP (RCOM)	Mai 2025
10.3	Evaluation du plan de communication	UGP (RCOM)/ BU	Juin 2025
10.4	Finalisation du plan de communication	UGP (RCOM)	Juillet 2025
11	Suivi-Evaluation		
11.1	Validation du rapport pour l'étude de référence pour l'évaluation d'impact	UGP (REI/RSE)	Aout 2025
11.2	Opérationnalisation du système de suivi-évaluation	UGP (RSE)	Mai 2025
11.3	Finaliser les études pour la revue à mi-parcours	UGP(RSE)	Septembre 2025
11.4	Enquête de satisfaction des bénéficiaires	UGP(RSE)	Juillet 2025
13	MIS		
13.1	Finalisation des modules pour le ciblage, le paiement, le MGP et le suivi-évaluation	UGP(RSI)/BM	Juin 2025
13.2	Formation du personnel sur l'utilisation du MIS	UGP(RSI)/ BM	Immédiat
13.3	Renforcement de l'infrastructure réseau	UGP(RSI)	Aout 2025
14	RSU		
14.1	Finaliser le recrutement de la firme pour le développement du RSU	UGP/BM	Octobre 2025
14.2	Mise en place de la cellule conjointe UGP/ SEP CNPS	UGP / SEP CNPS	Mai 2025

Notes : RIRIU: Responsable de l'intégration des réfugiés et des interventions d'urgence ; RDO : Responsable des opérations ; RMACH : Responsable des mesures d'accompagnement capital humain ; RMIP : Responsable des mesures d'accompagnement inclusion productive ; RTM : Responsable des transferts monétaires ; RSI : Responsable du système d'information ; RPM : Responsable de la passation des marchés ; RA: Responsable administrative et ressources humaines ; RNES: Responsable des normes environnementales et sociales ; RAF: Responsable administratif et financier ; AI : Auditeur interne ; RCOM : responsable de communication ; REI : Responsable de l'évaluation d'impact ; RSE : Responsable de suivi et évaluation.

ANNEXE II – Cadre de Résultats

Nom de l'indicateur	Référence	Valeur actuelle (30/04/2025)	Cible
Indicateurs des objectifs de développement du projet par objectifs/résultats			
Renforcer les capacités de gestion			
Ménages des zones ciblées inscrits au Registre social national (nombre)	0,00	204 482	250 000
Ménages des zones ciblées inscrits au Registre social national - réfugiés, ventilés par sexe (Nombre)	0,00	0	15 000
Ménages des zones ciblées inclus dans le registre social national - communautés d'accueil, ventilés par sexe (nombre)	0,00	21 521	25 000
Proportion des ménages inscrits dans la base de données des bénéficiaires vivant sous le seuil d'extrême pauvreté (Pourcentage)	0,00	0,00	80,00
Renforcer les filets de sécurité			
Bénéficiaires des programmes de protection sociale (CRI, nombre)	56 090	260 572	305 000
Bénéficiaires des programmes de protection sociale - Femmes (CRI, nombre)	50 000	163 780	240 000
Bénéficiaires des programmes de filets de sécurité - Transferts monétaires inconditionnels (nombre) (CRI, Nombre)	56 090	249 906	200 000
Bénéficiaires des programmes de filets de sécurité - transferts monétaires d'urgence, ventilés par sexe (Nombre)	0,00	10 666	100 000
Bénéficiaires des programmes de filets de sécurité - réfugiés, ventilés par sexe (Nombre)	0,00	7 852	8 000
Bénéficiaires des programmes de filets de sécurité - communautés d'accueil, ventilés par sexe (Nombre)	0,00	11 611	12 000
Promouvoir l'inclusion productive et l'accès à l'emploi			
Bénéficiaires d'interventions axées sur l'emploi (CRI, nombre)	0,00	23 008	150 000
Bénéficiaires d'interventions axées sur l'emploi - Femmes (CRI, nombre)	0,00	22 548	120 000
Bénéficiaires des interventions axées sur l'emploi - réfugiés, ventilés par sexe (Nombre)	0,00	0,00	8 000
Bénéficiaires des interventions axées sur l'emploi - communautés d'accueil, ventilés par sexe (Nombre)	0,00	2 335	12 000
Apporter une réponse immédiate et efficace à une crise ou une urgence éligible			
Agriculteurs ayant bénéficié d'actifs ou de services agricoles (CRI, nombre)	0,00	60 738	50 000
Indicateurs de résultats intermédiaires par composantes			
Extension des filets de sécurité au territoire national			
Nombre de provinces mettant en œuvre des transferts monétaires (Nombre)	4,00	18,00	18,00
Bénéficiaires recevant des paiements selon le calendrier établi dans le manuel opérationnel (Pourcentage)	0,00	95,00	90,00
Proportion de ménages bénéficiaires dans les collines bénéficiaires participant à des activités de promotion du changement de comportement (Pourcentage)	90,00	90,00	95,00
Proportion de ménages bénéficiaires dans les collines bénéficiaires participant à des activités de promotion du changement de comportement (Pourcentage)	0,00	3,00	5,00
Bénéficiaires ayant un plan d'affaires approuvé (Nombre)	0,00	23 008	130 000
Bénéficiaires ayant un plan d'affaires approuvé - femmes (Nombre)	0,00	22 548	100 000

Nom de l'indicateur	Référence	Valeur actuelle (30/04/2025)	Cible
Bénéficiaires ayant un plan d'affaires approuvé - Batwa (Nombre)	0,00	973	4 000
Nombre d'activités d'inclusion productive approuvées ayant un impact direct sur la résilience au changement climatique (nombre)	0,00	23 008	100 000
Proportion de ménages bénéficiaires ayant augmenté leur consommation alimentaire de plus de 10 % par rapport au groupe de contrôle (Pourcentage)	0,00	0,00	80,00
Pourcentage de femmes bénéficiaires mettant en œuvre une activité génératrice de revenus autre que l'agriculture de subsistance - (Pourcentage)	0,00	0,00	80,00
Développement des systèmes de protection sociale			
Décret approuvant l'élaboration d'un registre social unifié (Oui/Non)	Non	Non	Oui
Amélioration du système d'information de gestion pour développer les interventions au niveau national (Oui/Non)	Non	Oui	Oui
Bénéficiaires recevant des transferts de protection sociale par le biais de paiements numériques (Pourcentage)	0,00	100%	90,00
Intégration des réfugiés et des communautés d'accueil dans les systèmes nationaux de protection sociale			
Approbation d'une stratégie de protection sociale intégrant les réfugiés et les communautés d'accueil comme groupes cibles (Oui/Non)	Non	Oui	Oui
Gestion et mise en œuvre du projet			
GRM en place et utilisé pour suivre les tendances en matière de retour d'information, y compris à l'aide des téléphones portables fournis par le projet, avec des réclamations traitées et clôturées et des rapports mensuels en cours de préparation (Oui/Non)	Non	Oui	Oui
Évaluation du processus effectuée (nombre)	0,00	0,00	4,00

ANNEXE III : Travail analytique sur l'autonomisation économique des personnes déplacées de force et leur communauté hôte

34. Dans le but d'appuyer la conception et la mise en œuvre des programmes ciblant les personnes déplacées de force (PDFs) et leur communauté d'accueil, la Banque mondiale conduit un travail analytique sur l'autonomisation des PDFs depuis l'année dernière (2024). Ce travail a permis entre autres d'évaluer les défis et les opportunités de soutenir l'autonomisation économique des réfugiés afin de réduire leur dépendance à l'assistance humanitaire. A la suite de l'afflux massif des réfugiés en provenance de la RDC en début 2025 qui a porté presque au double la population réfugiée (avec 70 000 nouveaux arrivant en l'espace de 3 mois s'ajoutant à environ 90 000 déjà présents), l'étude a proposé des approches d'accueil et de gestion des réfugiés favorisant l'intégration communautaire et la liberté de mouvement dans le but de renforcer leur autonomisation économique de façon suivante :
- (i) **Diversifier les moyens de régularisation et d'inclusion économique**, à travers les accords d'intégration économique régionale existants (Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEAC) et documents de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL)) pour faciliter la délivrance et le renouvellement des documents d'identité et de voyage ; et la régularisation de la situation des personnes déplacées installées spontanément au sein des communautés.
 - (ii) **Adapter les modèles d'accueil** en favorisant l'installation hors camps, en réduisant la taille des camps et en soutenant les deux communautés – réfugiés et hôtes – par des transferts monétaires et des investissements dans les infrastructures communautaires, afin d'appuyer l'économie locale et d'accroître la cohésion sociale.
 - (iii) **Encourager la mobilité encadrée des réfugiés**, pour leur permettre d'accéder à des opportunités économiques tout en renforçant leur inclusion socio-économique.
35. Cette approche proposée se base sur les évidences confirmant le meilleur niveau de bien-être socio-économique pour des réfugiés vivant en dehors des camps et des communautés hôtes, comparée à celui des réfugiés vivant dans les camps. Elle s'aligne en outre aux meilleures pratiques internationales identifiées dans des pays à contexte comparable à celui du Burundi. La prise en compte des résultats issus de cette étude sera explorée lors de la conception des interventions ciblant les réfugiés et les communautés d'accueil.

ANNEXE IV : Normes environnementales et sociales

La mission se réjouit des efforts de l'UGP dans la prise en compte des aspects de NES dans la mise en œuvre des activités du Projet et des recommandations de la mission précédente. Dans l'ensemble, la performance globale (E&S) des activités du projet reste « **Modérément satisfaisante** » à la période de cette mission. Néanmoins la mission a constaté des lacunes dans le rapportage avec les rapports qui sont transmis tardivement, l'aspect genre qui n'est pas bien reporté et la documentation de la mobilisation et l'engagement des parties prenantes.

Normes environnementales : la mission recommande à l'UGP de continuer la collecte des batteries usées des téléphones et/ou des téléphones défectueux (des déchets électriques et électroniques) pour éviter la pollution dans les communautés bénéficiaires, d'observer une distanciation physique des bénéficiaires pendant les paiements des transferts monétaires pour éviter des maladies transmissibles. Pour le FA, les spécialistes E&S de l'UGP devront actualiser les instruments E&S régissant le projet en conséquence pour bien cadrer avec ce nouveau FA. Enfin, un rapport des actions menées dans les deux contrats (PAM et FAO) ainsi que sur les investissements productifs doivent être élaborés pour documenter les réalisations et acquisitions.

Normes sociales : Concernant la mise en œuvre du plan pour les populations autochtones (PPA), 17 365 élèves vont bénéficier du matériel scolaire. Les Batwa adultes ont bénéficié des sensibilisations sur des thématiques pertinentes à eux et un guide a été distribué. La mission exhorte l'UGP de prioriser des appuis substantiels générant un impact socio-économique tangible. La mission recommande de renforcer la communication sur l'inclusion des Batwa dans les activités du projet et de renseigner sur le niveau d'inclusion d'autres catégories sociales et de genre (vulnérables autres que les Batwa) et de documenter les activités de mobilisation/information des parties prenantes.

Mécanisme de gestion des plaintes sensible aux Exploitations et Abus Sexuels et Harcèlements sexuels (MGP-EAS/HS) : La mission a apprécié l'évolution du processus de digitalisation du mécanisme de gestion des plaintes (MGP) sensible aux EAS/HS pour une meilleure traçabilité dans le MIS, sa vulgarisation à tout le personnel du projet (y compris les OTs et RPs), et aux bénéficiaires. Des boîtes à plaintes sont installées sur quelques sites et des affiches sont en cours de production. Les comités collinaires devront être renforcés sur la gestion spécifique des cas et incidents de violence basée sur le genre (VBG) et EAS/HS. La période de janvier 2025 à avril 2025 a été marquée par 112/163 plaintes résolues parmi lesquelles 83 étaient liées à la régularisation des paiements pour des bénéficiaires qui n'avaient pas toute la documentation nécessaire au moment de l'enregistrement. La mission a encouragé l'UGP à intégrer dans son rapportage toutes les plaintes enregistrées par les différentes agences d'exécution des différentes composantes et le niveau de résolution.

Plan d'action EAS/HS : La mission a évalué la mise en œuvre des mesures de prévention et de réponse prévues pour les risques et cas EAS/HS. Les majeures réalisations couvrant la période de janvier à avril 2025 incluent la signature à 80% du Code de conduite (CdC) contenant les clauses spécifiques aux EAS/HS par toute personne liée au projet, la cartographie des services VBG et des sessions/ateliers de sensibilisation et formation. Il a été recommandé de faire signer le code de conduite par tout le monde avant la fin du mois de mai 2025, et d'élaborer un circuit de référencement des survivantes sur base de la cartographie réalisée et de renseigner dans le rapport trimestriel les plaintes EAS/HS.

14. Documents sur les NES relatifs au FA : pour le FA, les spécialistes E&S devront actualiser les instruments E&S régissant le projet en conséquence pour refléter les activités du nouveau FA.

ANNEXE V - Liste des personnes rencontrées

Nom	Fonction
Pour le Gouvernement	
Pontien Hatungimana	Secrétaire Permanent au Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre
Arcade Nimubona	Secrétaire Exécutive Permanent du SEP CNPS
Fridolin Kwizera	Directeur General – Reformes – Ministère des Finances
Nestor Bimenyimana	Directeur General du Rapatriement, de la Réinstallation et de la Réintégration des Rapatriés- Ministère de l’Intérieur
Richard Uwimana	Coordonnateur de l’ONPRA
Cishahayo Thierry	Administrateur de la Base de données à l’ONPRA
Nsengiyumva Ester	Assistante de l’enregistrement a l’ONPRA
Pour l’équipe du Projet	
Michel Nyabenda	Coordonnateur
Gasana Donatien	Responsable de Passation des Marchés
Anique Nahimana	Responsable Administratif et financier
Vyubusa Zozim	Responsable Administratif
Niyonzima Edwige	Chef comptable
Dr Karenzo Jeanne	Responsable des Opérations
Nzeye Guillaume	Auditeur interne
Mvuyekure Jean	Responsable Communication
Yves Haringanji	Responsable des transferts monétaires
Cimpaye Joachim	Spécialiste des Sauvegardes
Ndayizeye Martin	Responsable Genre
Ndayikengurukiye Jean Bosco	Comptable
Nzomukunda Exavelle	Comptable
Ndabisembereze Brigitte	Assistante du Coordonnateur
Ininahazwe Fleury	Responsable des systèmes d’Information
Pour les Partenaires Techniques	
Nitesh Patel	PAM
Moise Konate	PAM
Michala Assankpon	PAM
Marlene Iradukunda	PAM
Gloria Chepkoech	PAM
Brigitte Mukanga Eno	HCR
Ndeye Penda Ndiaye	HCR
Masaki Miyoshi	HCR
Amina Bouarour	HCR
Nathalie Meyer	UNICEF
Boukari Ouedraogo	UNICEF
Isabelle Hangama	UNICEF
Yuka Nathalie Greiler	Coopération Suisse
Pour l’équipe de la Banque Mondiale	
Hawa Cissé Wagué	Représentante Résidente de la Banque Mondiale
Mona Luisa Niebuhr	Chargée du Projet, Spécialiste Principale en Protection Sociale
Jacqueline Manisabwe	Co-Chargée du Projet, Spécialiste Principale en Protection Sociale
Aissata Coulibaly	Co-Chargée de projet, Economiste- Protection sociale
Nina Nicole Ndayiragije	Consultante en Agriculture

Lydie Sankara	Chargée des Opérations
Arcade Bigirindavyi	Spécialiste Principale en Passation des marchés
Jean Martin Niyoyankunze	Consultant en Passation des marchés
Ingrid Meka	Spécialiste en Gestion Financière
Oscar Niyonzima	Consultant en Gestion Financière
Bernadette Hakizimana	Spécialiste en Développement Social
Julia Baena De Mesquita	Spécialiste de Sauvegardes sociales
Alexis Manirambona	Spécialiste en Sauvegardes environnementales
Fabien Ndikumugisha	Consultant en Sauvegardes environnementales
Johannes G. Hoogeveen	Economiste Principal
Anthony B. W. Belem	Consultant en protection sociale
Elias Ndatabaya Maombi	Consultant en Protection sociale